

Il est évident maintenant que la crise alimentaire, dans ses différentes dimensions, confronte la microfinance à de nouveaux enjeux, de nouveaux risques, mais peut être aussi à de nouvelles opportunités. Un atelier spécifique a été consacré à cette question lors de la Semaine Européenne de la Microfinance, organisée au Luxembourg le 12-13 et 14 novembre dernier.

Nous reviendrons dans de prochains BIM sur cet atelier et plus globalement sur la conférence du Luxembourg. Le BIM d'aujourd'hui reprend l'intervention présentée par le réseau **CERISE**.

La « **livelihood finance** », une réponse de la microfinance face aux enjeux de la « crise alimentaire » ?

Le terme en apparence simple de « **crise alimentaire** » largement médiatisé recouvre des dimensions complexes :

- hausse des prix des produits alimentaires, de l'énergie, des intrants agricoles
- baisse de la disponibilité de ces produits et problèmes d'accès
- impact plus important sur les populations les plus vulnérables, comportant le risque de voir augmenter les inégalités
- tendance de hausse que les experts s'accordent maintenant à prévoir de long terme

Cette situation comporte des risques pour la microfinance. Travaillant souvent avec les populations les plus vulnérables, les IMF peuvent être fragilisées par des difficultés de remboursement des emprunts, des retraits massifs d'épargne, des risques de surendettement des ménages, ... Mais la crise alimentaire ne pourrait-elle pas offrir aussi de nouvelles opportunités à la microfinance : en lui permettant de développer de nouveaux services prenant mieux en compte la vulnérabilité des ménages, en fournissant aux ménages des services de nature à leur permettre de saisir les opportunités d'activités économiques que la « **crise** » pourrait ouvrir, notamment dans le secteur agricole, du fait de la hausse des prix alimentaires ?

Il est fondamental que, dans ce contexte nouveau, la microfinance soit capable d'évaluer et de prendre en compte les changements structurels qui sont à l'œuvre. Quelques réflexions ont déjà été initiées (Devfinance 2008, Littlefield 2008, Afzal & Zafar 2008, Cheston 2008). Mais il importe maintenant de **systematiser ces échanges** pour leur permettre de déboucher sur une amélioration des pratiques, des services et des systèmes, qui garantissent la pertinence et la pérennité de la microfinance par rapport aux enjeux soulevés par la crise alimentaire.

Pour faire face à ces questions, le réseau CERISE a engagé avec des partenaires de microfinance, un processus de recherche action visant à répondre aux questions suivantes :

- 1) Quel sont les impacts positifs et négatifs de l'augmentation des prix agroalimentaires sur les systèmes de microfinance (urbain/rural) ? Comment éviter que les IMF soient déstabilisées dans les zones d'insécurité alimentaire ? Comment favoriser leur renforcement dans les zones de production agricole ?
- 2) Comment la microfinance peut-elle contribuer à réduire la vulnérabilité des ménages face aux crises alimentaires ?
- 3) Quel rôle les IMF peuvent-elles jouer pour saisir les nouvelles opportunités liées à la hausse du cours des produits agricoles ?

Cette communication vise à présenter les premiers résultats/ hypothèses de travail issus de ce processus de recherche action, fondés sur différentes sources :

- une enquête exploratoire faite en octobre 2008 auprès d'IMF partenaires du réseau CERISE (Afrique de l'Ouest, Mexique, Madagascar, Myanmar)
- une étude en cours sur le financement de l'agriculture au Mali (zone coton et Office du Niger)
- les leçons de la récente étude d'impact du réseau CECAM de Madagascar
- des études du CIRAD, en cours sur la crise alimentaire.

L'enquête exploratoire auprès des IMF partenaires met d'abord en évidence des éléments de diagnostic communs à toutes les IMF consultées :

- les IMF ont globalement une faible capacité d'analyse approfondie de la situation : toutes ne disposent pas d'un système d'information et de gestion performants permettant de suivre leurs propres activités ; peu d'entre elles ont un système de suivi des prix ; très peu d'entre elles disposent d'une étude de leur impact sur leur clientèle et encore moins disposent d'un système de suivi d'impact.
- Toutes les IMF consultées confirment une augmentation des prix alimentaires dans leur zone d'activité, mais avec des degrés variables et des impacts différenciés
- Toutes les IMF ont à faire face à des demandes d'augmentation salariale de la part de leur personnel confronté à la hausse du coût de la vie
- Aucune des IMF interrogées ne signale un « grand bond en avant » des ses activités, lié aux opportunités ouvertes par la crise alimentaire.

Les impact de la crise sur les IMF consultées sont contrastés et peuvent être positionnés sur un curseur allant de situation de faible impact négatif à des situations fort impact négatif.

- A un bout de ce curseur, l'impact de la crise semble s'être fait peu sentir pour l'instant : y figurent des IMF travaillant en essentiellement en zone rurale dans des pays dépendant relativement faiblement des importations alimentaires ; les évolutions des prix alimentaires y restent essentiellement déterminées par des facteurs internes (distribution de la production, variations interannuelles des prix, ..) ; c'est le cas d'IMF rurales de Madagascar par exemple
- A l'autre bout du curseur, des situations d'impact négatif grave de la crise sont décrites par des IMF travaillant en zone urbaine, dans des pays fortement dépendant des importations alimentaires ; le cas de la Mauritanie par exemple ; les familles pauvres sont ici durement éprouvées par la crise, les budgets familiaux sont déstabilisés par la hausse des prix alimentaires ; les IMF observent une augmentation importante de la demande de crédit de consommation et d'urgence, mais aussi quelques crédits destinés à développer des activités économiques génératrices de revenus ; les IMF témoignent ici d'une augmentation du risque sur le portefeuille de crédit : retards de remboursement déjà avérés, mais aussi risque potentiel croissant lié à la déstabilisation des procédures classiques de crédit solidaire (les groupes sont créés trop rapidement et sont instables et peu surs)
- Entre ces deux extrêmes du curseur, l'enquête exploratoire montre des situations intermédiaires variées, dont le portefeuille à risque dépend du pourcentage d'activités urbaines et de facteur surdéterminante telle la sécheresse et la guerre (Ethiopie)

Quelles peuvent être les voies d'adaptation de la microfinance à cette situation nouvelle ?

Face à la croissance du risque, une vigilance accrue s'impose au sein des IMF. Mais au delà d'un renforcement des procédures de gestion du risque, une réflexion plus constructive peut être engagée autour de deux grandes questions :

Comment la microfinance peut –elle contribuer à réduire la vulnérabilité croissante des ménages pauvres dans ce contexte de crise ?

L'étude récente d'impact du réseau Cecam à Madagascar montre que quatre facteurs sont déterminants de la capacité des services de la microfinance à répondre à la vulnérabilité des ménages :

- l'accès à des crédits de stockage
- l'accès à des crédits d'investissement
- l'accès à une gamme diversifiée de crédit
- la stabilité de long terme de l'accès au crédit

Comment la microfinance peut –elle contribuer à saisir les opportunités économiques ouvertes par la crise, notamment dans le secteur agricole ?

Avant de répondre à cette question, il semble essentiel de s'interroger sur la nature de ces opportunités : dans quelle mesure sont –elles une réalité ? Un mythe ?

L'hypothèse sous jacente à ces nouvelles opportunités pourrait être résumée sommairement de la manière suivante : « la hausse des prix alimentaires sur les marchés internationaux se répercute sur les marchés nationaux et sur les prix au producteur ; cette augmentation des prix permet une augmentation des volumes produits par les agriculteurs et ce faisant une amélioration de leurs revenus ».

Mais les réalités agricoles des pays du Sud sont beaucoup plus contrastées que cette hypothèse assez simpliste ne laisse entrevoir. De nombreuses études en cours (CIRAD ; GISA, FARM) montrent que :

- la hausse des prix alimentaires sur les marchés internationaux est faiblement répercutée sur les prix agricoles au producteur
- en revanche, les prix des intrants agricoles (engrais, insecticides, ...) ont fortement augmenté (20 à 30% dans les deux dernières années)
- leur disponibilité a baissé
- entraînant à la fois un surcoût significatif de la production agricole dans les zones où les intrants sont employés, une baisse des rendements, y compris dans la production de céréales, une diminution des revenus agricoles et, ce faisant des capacités d'investissement des agriculteurs

Mais, ce constat global négatif ne doit pas occulter le fait que de réelles opportunités agricoles s'ouvrent aujourd'hui dans certains secteurs. Le secteur laitier en est un bon exemple. La hausse des prix du lait sur le marché international conduit les industries agroalimentaires nationales à s'intéresser à la production domestique. Ainsi, la production laitière devient une réelle opportunité économique sur les Hauts Plateaux de Madagascar, dans les zones péri urbaines des pays sahéliens, ... D'autres filières peuvent ouvrir des opportunités du même type : fruits, légumes, céréales spécifiques, épices, ...

Cependant, même avec de nouvelles opportunités, l'agriculture familiale doit faire face à tous ses vieux problèmes :

- l'accès au crédit agricole reste désespérément faible : les institutions financières qu'elles soient banques ou IMF continuent à se montrer très réservées face au risque agricole
- l'accès aux intrants, déjà insuffisant est encore affaibli par la crise
- l'accès aux marchés reste problématique dans de nombreuses situations agricoles
- l'accès aux services d'appui à l'agriculture (conseil agricole, formation, information, services vétérinaires, ...) reste très largement défaillant
- l'accès aux infrastructures (routes, marchés, ...) reste un handicap majeur pour de nombreuses agricultures familiales

La microfinance seule ne peut évidemment faire face à ces enjeux. Une nouvelle approche ne s'impose-t-elle pas ?

L'expérience de l'ONG BASIX en Inde fondée sur l'approche en termes de « Livelihood finance » semble offrir matière à réflexion : la microfinance est insérée dans une approche globale qui cherche à promouvoir une « existence durable » (sustainable livelihood) pour les ménages pauvres en tenant compte de la diversité de leurs contraintes et opportunités.

La « **Livelihood Finance** » repose sur trois piliers :

- 1)** Des services financiers : épargne ; crédit, à la fois à court terme (pour le capital circulant et la consommation) et à long terme (pour l'investissement dans les ressources naturelles – terre, eau, plantations pérennes, bétail, énergie) ; les assurances couvrant la santé, les récoltes, le bétail ; le financement des infrastructures (routes, énergie, marchés, télécommunication, etc.) ; l'investissement dans le développement humain, y compris nutrition, santé, éducation, formation professionnelle.
- 2)** Les services au développement agricole et économique (business): amélioration de la productivité ; gestion des risques (autres que l'assurance, comme la vaccination du bétail) ; travail sur le développement local ; développement de modes alternatifs de commercialisation
- 3)** Les services de développement institutionnels : formation et renforcement de différentes organisations de producteurs, tels que les groupes d'entraide (SHG indiens), les associations d'usagers de l'eau, comités de protection de la forêt, coopératives d'épargne et de crédit, coopératives de producteurs, autorités villageoises, etc. ; mise en œuvre de systèmes de comptabilité, évaluation des performances, incitations, SIG, etc.

Cette approche élargie offre un cadre cohérent d'intervention qui peut tout à la fois chercher à répondre aux opportunités d'investissement des ménages cibles et à réduire leur vulnérabilité face aux crises, en l'occurrence sur les crises alimentaires.

Le réseau CERISE, ses membres et certains de ses partenaires sont déjà impliqués dans des actions relevant de cette approche : diversification des services des produits de crédit et des services

financiers, développement de services d'assurance, contractualisation avec des services d'appui agricoles, création de maisons de services, construction de partenariat avec des organisations professionnelles agricoles, ... Cette approche de livelihood finance, ouverte par BASIX en Inde, est aujourd'hui une voie de réponse aux enjeux de la crise actuelle que le réseau CERISE souhaite approfondir avec ses partenaires.